

# L'aviculture en très grand danger selon la CFA



Dans un communiqué de presse, la Confédération française de l'aviculture, un des syndicats spécialisés de la FNSEA, a alerté hier sur l'état critique de la filière avicole. Elle interpelle les pouvoirs publics et leur demande de trouver des solutions rapidement.

Depuis plusieurs mois, Tilly-Sabco se bat contre un dépôt de bilan qui semble désormais probable à court terme. Un emprunt de 3.8 millions d'euros a maintenu l'entreprise depuis mars, mais la fiducie traîne à verser les derniers 1,3 millions d'euros au prétexte qu'« aucune garantie n'est donnée sur l'avenir de Tilly-Sabco ». Alors que les producteurs de poulets ont encore mis des poulets en production cette semaine, une ombre pèse désormais sur le versement des salaires de mai chez Tilly-Sabco, si les sommes promises n'arrivent pas.

*« Communiquer en fonction de la perception du risque »*

***Il est important d'adapter sa communication de crise non pas au risque réel mais bien à la perception du risque que peuvent en avoir les individus. »***

**Arnaud Marion, Octobre 2009**

Chez Doux, c'est silence radio sur une situation très difficile qui pourrait durer jusqu'à la fin de l'été selon certains observateurs. A l'approche des élections professionnelles qui auront lieu mi-juin chez Doux, la déléguée syndicale FO, Nadine Hourmant, qui s'était fait connaître pour ses coups de gueule pendant la fronde des Bonnets Rouges, ne s'exprime plus sur la situation de son entreprise.

En interne et dans la plus grande discrétion, on prend déjà les dispositions pour affronter une situation difficile en fin d'année.

*« en cas de prolongation sur toute l'année 2014 de la situation actuelle caractérisée par un euro fort et un real faible, le Groupe Doux pourrait se retrouver en situation de tension de trésorerie d'ici la fin de l'année. Le Directoire attire l'attention du Conseil de Surveillance sur les risques liés à une parité trop élevée et en écart par rapport au budget et au plan de continuation. Les conséquences financières ne sont pas compensables avec des économies industrielles. En conséquence, le Directoire propose d'engager la réflexion sur la cession d'actifs stratégiques du Groupe tel que sa filiale Soprat avec l'intégralité de ses salariés. »*

Pourtant la direction n'est pas plus bavarde et continue à adopter une communication de crise, dont [Arnaud Marion est un des spécialistes](#). Dans un quotidien régional, **Arnaud Marion**, président du directoire du groupe volailler Doux, affirme ce matin que [«Doux a réussi à redresser la barre»](#). Mais au même moment, la Confédération française de l'aviculture affirme l'état critique de la filière.

Si Tilly-Sabco, puis Doux, venaient à déposer le bilan, la filière avicole bretonne tout entière tomberait, entraînant 12 à 14 000 disparitions d'emplois. Producteurs de poulets, transporteurs et autres sous-traitants, tous seraient directement impactés sans autre alternative envisageable.

En 2015, cette situation sera aggravée par la réforme de la PAC. Dans un système où toutes les politiques sont programmées plusieurs années à l'avance, quelles sont les solutions envisagées par les pouvoirs publics et les syndicats professionnels pour la filière en Bretagne ? Pourquoi réagir à la veille de mettre la clé sous la porte ?

**CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AVICULTURE**  
**Réf : 04/14 Paris, le 21 mai 2014**

**Communiqué de Presse**

**Les filières avicoles en très grand danger Pouvoirs publics et profession se doivent de trouver des solutions et vite**

Les deux principales filières de l'aviculture, les volailles et les oeufs de consommation, sont aujourd'hui dans une situation des plus graves.

Dans le secteur des volailles de chair, la situation du secteur export pèse en premier lieu sur les éleveurs, les organisations de production et les abattoirs concernés. Les équilibres de marchés risquent d'être très rapidement rompus. Cela entraînera bon nombre de producteurs et d'entreprises dans des faillites dévastatrices par effet domino.

La parité euro dollar est toujours désastreuse pour nos exportations alors que l'appui apporté par l'aide exceptionnelle de 15 millions d'euros est désormais consommé. Les baisses des prix de reprise et des marges, vides rallongés pour les éleveurs, réductions d'activité pour les couvoirs et les organisations de production atteignent aujourd'hui des proportions catastrophiques.

Face à cela, aucune solution pérenne ne se dégage tant des entreprises que des pouvoirs publics. La CFA plaide, depuis les annonces successives de baisses des restitutions, pour l'étude d'un mécanisme communautaire de soutien aux distorsions de concurrence comme les disparités monétaires. Face à l'incertitude sur l'avenir réel de la capacité exportatrice de la France, la CFA en appelle au Ministre de l'Agriculture pour réunir sous son autorité une Table Ronde avec l'ensemble des partenaires concernés.

La filière œufs, quant à elle, se retrouve face à un déséquilibre entre l'offre et la demande consécutif au renouvellement complet du parc de bâtiments pondeuses et l'augmentation du potentiel de production. Confrontée à des investissements considérables, la filière a proposé diverses mesures d'adaptation de la production au marché. Les moyens réglementaires de l'interprofession se trouvent limités par les règles de la concurrence.

Il appartient donc aux producteurs et à leurs organisations de production de respecter les normes d'élevage et de mettre en place les mesures de régulation du marché qui s'imposent. Aux entreprises d'éviter également toute surenchère à la baisse pour prendre des parts de marché. La CFA en appelle à la responsabilité de tous pour éviter que la filière Œufs se retrouve dans des difficultés financières inextricables